La company limited by guarantee comme « fondation »

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Ce qu'elle est et ce qu'elle n'est pas

Singapour n'a pas de droit des fondations. Ce que le marché des actifs numériques appelle une fondation singapourienne est une public company limited by guarantee, société sans capital-actions dont les membres s'engagent à contribuer à ses dettes en cas de liquidation à hauteur d'une somme symbolique, généralement de 1 à 100 S$.[1] C'est une société. Elle a des membres qui votent, des administrateurs qui la dirigent et des obligations de dépôt auprès de l'ACRA comme toute autre société. Elle n'a ni autorité de surveillance externe de son but, ni autorité publique qui contrôle sa gouvernance, ni interdiction légale de modifier sa constitution, hormis la règle ordinaire du droit des sociétés exigeant une résolution spéciale.

La CLG est devenue le véhicule singapourien de prédilection pour les trésoreries de protocoles pendant le cycle 2017 à 2021, parce qu'elle était rapide à constituer, peu coûteuse à gérer et donnait au projet une étiquette d'organisme sans but lucratif. Nombre des « fondations » qui se sont effondrées avec leurs protocoles en 2022 étaient des CLG ou des sociétés privées singapouriennes, notamment des véhicules liés à Terraform Labs et aux plateformes de prêt Vauld et Hodlnaut. Cette expérience

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

a rendu les juridictions singapouriennes et la MAS attentives à ce que l'étiquette dissimule.[2] Une CLG dont les administrateurs sont les fondateurs, dont les membres sont les fondateurs et dont la constitution peut être modifiée à volonté par ces membres n'offre à la communauté aucune des garanties que la fondation suisse offre de par la loi.

Faire fonctionner la CLG comme véhicule de trésorerie

Une CLG peut être amenée à se comporter comme une fondation par voie contractuelle et statutaire. La constitution devrait énoncer un objet précis et interdire les distributions aux membres. Elle devrait verrouiller l'objet et la clause de non-distribution en soumettant leur modification à une majorité qualifiée ou au consentement d'un tiers indépendant. Elle devrait prévoir une majorité du conseil composée de personnes indépendantes des fondateurs et le transfert des actifs, en cas de liquidation, à un organisme ayant un objet similaire. Aucune de ces dispositions n'est exigée par la loi et toutes peuvent être révoquées par une majorité suffisante de membres. Elles créent néanmoins une structure de gouvernance documentée que les plateformes d'échange, les auditeurs et la MAS examineront. L'enregistrement comme organisme caritatif en vertu du Charities Act 1994 ajouterait le Commissioner of Charities comme autorité de surveillance, mais une trésorerie de protocole satisfait rarement au critère du but caritatif et le secteur n'a pas emprunté cette voie.[3]

La fiscalité suit la même logique. Une CLG est imposée comme une société au taux de 17 % sur son revenu imposable, avec l'exonération partielle sur les premiers 200 000 S$. Elle n'obtient aucune exonération du seul fait qu'elle est sans but lucratif.[4] Les plus-values de cession de jetons détenus à titre de placement relèvent du capital et ne sont pas imposées, tandis que les ventes de jetons effectuées dans le cadre d'une activité commerciale sont imposables. L'exonération de la section 13(1)(zm) pour les organismes caritatifs enregistrés et l'exonération pour les institutions agréées d'utilité publique (institutions of a public character) sont hors de portée pour la plupart des véhicules de protocoles.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Caractéristique	Fondation zougoise (chapitre II)	CLG singapourienne
Base légale	Art. 80 ss CC	Companies Act 1967, section 17(3)
Propriétaires ou membres	Aucun	Membres (garants) disposant du droit de vote
Surveillance externe du but	Oui (ASF ou autorité cantonale)	Non (régime de dépôt auprès de l'ACRA uniquement)
Modification du but	Uniquement par l'autorité de surveillance, ou par le fondateur après 10 ans	Résolution spéciale des membres
Dotation minimale	50 000 CHF en pratique	Aucune (garantie à partir de 1 S$)
Exonération fiscale possible	Oui, art. 56 let. g LIFD, sur demande	Uniquement comme organisme caritatif enregistré ou IPC
Obligations annuelles	Rapport, comptes révisés, émolument de surveillance	Déclaration annuelle à l'ACRA, comptes audités sauf exemption pour petites sociétés
Délai de constitution	Quatre à huit semaines	Un à cinq jours
Perception du marché	Garantie forte, moindre souplesse	Souple, garantie affaiblie depuis 2022

Le tableau explique la répartition des fonctions qu'adoptent la plupart des groupes transfrontaliers. La trésorerie qui doit apparaître comme indépendante se trouve en Suisse. L'entité qui doit agir rapidement, recruter en Asie et porter les partenariats asiatiques se trouve à Singapour sous la forme d'une Pte. Ltd. ou, lorsqu'une étiquette sans but lucratif facilite l'obtention de subventions et les programmes d'écosystème, d'une CLG qui ne détient pas de trésorerie significative.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notes

1. Companies Act 1967, section 17(3) (company limited by guarantee), section 18 (responsabilité des membres limitée au montant de leur engagement) et section 29 (faculté de supprimer « Limited » de la dénomination d'une société constituée pour promouvoir l'art, la science, la religion, la bienfaisance ou tout autre objet utile). ↩
2. Re Babel Holding Ltd [2023] SGHC 98 (moratoire pour un groupe comprenant des entités singapouriennes) ; Re Zipmex Pte Ltd [2022] SGHC 196 ; Re Hodlnaut Pte Ltd (judicial management, 2022–2023). La partie N, chapitre IV, examine les insolvabilités ; la partie K, chapitre IX, le traitement réglementaire des « fondations ». ↩
3. Charities Act 1994 (2020 Rev. Ed.), sections 5 et 6 (enregistrement des organismes caritatifs ; buts caritatifs) ; Commissioner of Charities, indications sur l'enregistrement. ↩
4. Income Tax Act 1947, section 43(1) (taux de 17 % de l'impôt sur les sociétés) et section 43(6) (exonération fiscale partielle : 75 % des premiers 10 000 S$ et 50 % des 190 000 S$ suivants). ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.